

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité territoriale des deux Savoie

Chambéry, le 31 octobre 2014

Réf. : UT7374-D2-14-554-GD
Affaire suivie par : Guillaume Dinocheau
Cellule déchets, sites et sols pollués
Tél. : 04 79 62 81 88
Télécopie : 04 79 69 51 61
Courriel : guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Département de la Savoie

Société Terecoval, à La Chambre

Mise en place de garanties financières

**Rapport de l'inspection des installations classées
(CODERST - Conseil de l'Environnement et des Risques Technologiques et Sanitaires)**

Adresse de l'établissement : Z.I. Les Attignours – B.P. 1 – 73 130 LA CHAMBRE

Adresse du siège social de l'établissement : identique

Activité principale de l'établissement : traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques

Personne à convoquer : Mme BERTHET, animatrice QSE

Priorité DREAL : P3

COPIES : UT (Chrono, D2)

ANNEXE : 1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire(4 pages)

Numéro S3IC : 61.7561 ☐ Enregistrement fait

1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le code de l'environnement (articles L.516-1 et L.516-2 et articles R.516-1 à R.516-6) fixe l'obligation de constituer des garanties financières. Cette obligation, déjà applicable notamment aux installations de stockage de déchets, aux carrières et aux installations soumises à la directive Seveso ("seuil haut"), a été étendue par le décret n°2012-633 du 3/05/12 à certaines installations susceptibles de générer des pollutions importantes des sols ou des eaux.

Pour ces dernières, et conformément à l'article R 516-2-IV, les garanties financières visent, en cas de défaillance éventuelle de l'exploitant, à suppléer ce dernier et à permettre la mise en sécurité des installations imposée par les articles R.512-39-1 et R.512-46-25 (cessation d'activité).

Les garanties sont fixées par arrêté préfectoral complémentaire. Elles peuvent notamment résulter, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

Le dispositif est encadré par plusieurs arrêtés ministériels, dont deux du 31/05/12 qui définissent :

- la liste des installations visées et le planning de mise en œuvre des garanties pour les installations existantes ("arrêté n°1").

Pour les installations existantes figurant dans l'annexe I de l'arrêté (cas de l'établissement Terecoval, à La Chambre), la réglementation sur les garanties financières est entrée en vigueur le 1/07/12. 20% du montant des garanties doivent être constitués dans un délai de deux ans à compter de cette date.

- les modalités de calcul de ces garanties financières ("arrêté n°2").

Ce calcul prend notamment en compte 5 types de coûts : coûts associés à la gestion des déchets et des produits dangereux, à la neutralisation des cuves enterrées, à la limitation des accès, au gardiennage du site, ainsi qu'au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement. L'arrêté prévoit les modalités d'actualisation régulière du montant des garanties, sur la base de l'indice TP 01 calculé par l'INSEE (index des prix dans le secteur de la construction) et du taux de TVA.

Un montant doit être établi par l'exploitant et proposé au préfet six mois avant la première échéance de constitution des garanties.

N.B. : Lorsque le montant calculé est inférieur à 75 000 € TTC, l'article R. 516-1 exonère l'exploitant de l'obligation de consigner la somme correspondante.

2 SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTABLISSEMENT

La société Terecoval a été autorisée par arrêté préfectoral du 19/11/08 à exploiter un centre de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur le territoire de la commune de La Chambre. L'arrêté complémentaire du 9/10/12 a mis à jour le tableau de classement des activités dans la nomenclature des installations classées.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, l'établissement relève du dispositif des garanties financières au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées, soumises à autorisation :

rubrique	activités
2711-1	Transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques
2790-1b	Traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) (déchets dangereux)

3 ÉVALUATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Par courrier du 17/12/13, la société Terecoval a transmis à M. le préfet un calcul du montant de la garantie financière à constituer pour son site de La Chambre. L'échéance fixée par l'arrêté du 31/05/12 (n°2) a été respectée. L'exploitant aboutissait à un montant de 72 392 € TTC.

Par courrier électronique du 24/06/14, nous avons demandé à l'exploitant des compléments, s'agissant notamment des volumes de déchets pris en compte dans le calcul des garanties et ceux figurant dans l'arrêté d'autorisation, et du montant relatif à la surveillance de l'environnement en cas de défaillance de l'entreprise.

Par courrier du 7/07/14, l'exploitant nous a transmis une nouvelle proposition. Le montant a été réévalué à 66 676 € TTC.

Par courrier électronique du 8/07/14 nous avons demandé à l'exploitant de modifier son calcul en prenant en compte des coûts non nuls pour le traitement des déchets présents sur son site.

Du fait de désaccords et d'incompréhension avec l'exploitant, liés notamment au fait que l'activité de Terecoval est exercée principalement pour le compte d'éco-organismes agréés, nous avons procédé le 25/09/14 à une visite d'inspection de l'établissement, afin de faire le point sur les modalités de calcul des garanties financières à retenir dans le cas particulier de l'entreprise. Dans notre rapport de visite du 3/10/14, nous avons formulé les modifications attendues concernant le calcul, indiquées oralement à l'exploitant lors de la visite.

Par courrier électronique du 3/10/14, ce dernier nous a adressé une nouvelle proposition, prenant en compte nos demandes, pour un montant 115 998 € TTC.

Ce calcul reçoit notre assentiment à une réserve près : nous avons décelé une erreur minime dans le calcul de l'exploitant, concernant le coefficient d'actualisation des coûts, alpha. La correction de ce coefficient porte le montant total des garanties financières à 116 162 € TTC.

4 PROPOSITIONS

Considérant que les installations classées exploitées par la société Terecoval à La Chambre font relever l'établissement du dispositif des garanties financières, conformément aux dispositions réglementaires susvisées,

Considérant que ces garanties ont vocation, en cas de défaillance éventuelle de l'exploitant, à suppléer ce dernier et à permettre la mise en sécurité des installations imposée par les articles R.512-39-1 et R.512-46-25 du code de l'environnement (cessation d'activité),

Considérant que le montant proposé dans le présent rapport a été établi conformément à la méthode de calcul figurant dans l'arrêté ministériel du 31/05/12 susvisé, et qu'il prend en compte de manière adéquate l'ensemble des coûts afférents à la mise en sécurité du site,

nous proposons à M. le Préfet de la Savoie, en application des dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'environnement, de fixer par arrêté complémentaire à la société Terecoval le montant des garanties financières exigibles pour son site de La Chambre : 116 162 € TTC, tel que précisé au paragraphe 3.

Le projet d'arrêté ci-joint a été établi en ce sens. Consulté sur ce projet par courrier électronique du 3/10/14, l'exploitant n'a pas fait part d'observation dans le délai qui lui était imparti.

Nous proposons à M. le préfet de soumettre ce projet, pour avis, au Conseil de l'Environnement et des Risques Technologiques et Sanitaires.

L'inspecteur des installations classées



Guillaume DINOCHÉAU

Vu, approuvé et transmis
à M. le préfet de la Savoie,

Pour la directrice et par délégation,
L'adjoint au chef de l'unité territoriale



Christian GUILLET